

# Document

Militants du POI, du PCF, du PS, du Parti de gauche, d'accord sur l'essentiel :  
"Ne touchez pas à nos retraites !"

(Informations ouvrières n°87 du 4 mars 2010)

**Une cinquantaine de travailleurs, retraités, jeunes, ont participé ce 27 février, à La Garde, dans le Var, au meeting pour la défense des retraites.**

**Des militants de toutes tendances du mouvement ouvrier composaient la tribune : Christiane Naïmi, POI, qui présidait la réunion, Quentin Dauphiné, Parti de gauche, syndicaliste enseignant, Michel Légeron, PS, Marcel Grizel, PCF, ancien responsable syndical à l'arsenal, et Dominique Canut, membre du bureau national du POI. Chacun d'eux a présenté une contribution introductive à la discussion.**

**Christiane Naïmi (POI) a indiqué quels étaient les enjeux :** « *Le gouvernement veut en finir avec le système de retraites conquis en 1945, en application des décisions du sommet de l'Union européenne que Chirac et Jospin avaient signées à Barcelone.* » Elle a soulevé ensuite un certain nombre de questions : « *Le gouvernement veut associer dans un consensus syndicats et partis de gauche. Il n'y aurait plus d'argent pour financer les retraites ? Il faudrait rapprocher le public et le privé au nom de l'équité ? Pourquoi tirer vers le bas ?* »

**En tant que militant du Parti socialiste, Michel Légeron a pointé du doigt la responsabilité du gouvernement :** « *Il n'y a pas de fatalité à cette crise. C'est le résultat de la volonté délibérée des capitalistes, qui ont des courroies de transmission avec les gouvernements de droite.* » Partisan de l'unité, il a essayé d'en définir les bases : « *Je souscris à la réunion d'aujourd'hui, mais quel mot d'ordre pourra réaliser l'unité ? Il faut voir ce soir sur quels points nous sommes d'accord pour les imposer à nos directions et mettre fin à cette situation grave.* »

**Quentin Dauphiné, du Parti de gauche, a pris ses distances avec le communiqué intersyndical du 15 février :** « *Le communiqué des organisations syndicales pour le 23 mars (sauf FO) ne donne pas de mandat pour les 37,5 annuités, même pas pour bloquer à 40 annuités. Pourtant, la FSU, SUD et FO sont pour les 37,5*

*annuités et le congrès de la CGT s'est prononcé pour ne pas allonger la durée de cotisation. Alors, pourquoi s'aligner sur la position de la CFDT ?* »

**Dominique Canut (POI) a posé le problème des journées d'action :** « *Le communiqué des organisations syndicales pour le 23 mars pose problème. Les travailleurs vont manifester tous les deux ou trois mois, est-ce comme ça qu'on va gagner ? Et quand la CFDT va signer ?* »

**Enfin, Marcel Grizel (PCF), même s'il n'était pas convaincu par l'appel de l'intersyndicale, a indiqué qu'il participerait à la journée d'action du 23 mars :** « *Mais même si on ne se satisfait pas des déclarations communes, il faut y aller, le 23 mars, avec nos banderoles pour les 37,5 annuités. Faut-il aller à la table de négociations ? Il faut définir les revendications, et, à un moment donné, ça aboutit à rencontrer notre adversaire.* »

C'est ainsi que tous les problèmes ont été posés : il s'agit de défendre les retraites sur des revendications précises, et l'appel de l'intersyndicale au 23 mars les évacue. La discussion va permettre de répondre à cette question.

**Un syndicaliste est revenu sur les problèmes soulevés :** « *Avec mon conseil syndical, on a adopté une résolution qui liste les revendications précises, s'appuyant sur ce qui a été obtenu au congrès confédéral (mettre fin à la spirale de l'allongement de la durée de cotisation de la loi Fillon). Puis, on a discuté du communiqué. Une militante s'est emportée contre la proposition d'une nouvelle journée d'action. On a donc rédigé la conclusion de la résolution, qui explique que, pour gagner, ce n'est pas avec deux ou trois journées d'action avant l'été, mais avec une grève interprofessionnelle puissante.* »

**Cette démarche a convaincu une militante :**  
« *Comment on s'unit ? Certains disent qu'il y en a marre des journées d'action, d'autres qu'il faut s'en servir en y mettant nos revendications. En tout cas, ça doit déboucher sur la mobilisation des travailleurs avec leurs organisations, mais ça*

*n'a rien à voir avec le calendrier de Sarkozy, dont le but est de mettre en œuvre ce qu'ont signé Chirac et Jospin au sommet de Barcelone : augmenter de 5 ans l'âge de départ à la retraite.»*

**Pour Quentin Dauphiné, du Parti de gauche, « la place des organisations, ce n'est pas d'aller discuter avec Sarkozy dans le cadre de l'agenda social ».**

C'est bien le problème, car Sarkozy est aux ordres du FMI et l'Union européenne, et il lui faut aller vite tout en évitant l'explosion sociale.

**C'est ce qu'a confirmé Michel Légeron, du PS :** « Si Sarkozy est pressé, ça n'est pas un hasard. Dans tous les pays d'Europe, ils augmentent l'âge de départ à la retraite, à la

*suite des directives de la Commission européenne. »*

**Cet échange dans la discussion a permis à Marcel Grizel, du PCF, de préciser sa position :** « Il ne s'agit pas d'accompagner le consensus de Sarkozy, mais de préciser nos conditions. »

C'est ainsi qu'après avoir clarifié ce qui faisait obstacle à l'unité pour défendre les retraites, les participants ont décidé d'organiser deux nouvelles réunions, à La Seyne et Draguignan, d'éditer une carte postale « Stop ! Ne touchez pas à nos retraites ! ». Ils ont donné mandat aux militants de la tribune pour rédiger un appel, dont on lira des extraits ci-dessous.

---

### Extraits de l'appel de la tribune de la réunion publique de La Garde, proposé et adopté par l'assemblée

- **Quentin Dauphiné**, militant du Parti de gauche ;
- **Marcel Grizel**, ancien responsable syndical de l'arsenal, militant PCF ;
- **Michel Légeron**, militant PS ;
- **Christiane Naïmi**, présidente de séance, militante du POI ;
- **Dominique Canut**, membre du bureau national du POI.

#### **1. La discussion de notre assemblée a fait le constat que nous sommes confrontés :**

— d'une part à la logique destructrice des marchés financiers  
— d'autre part à des opérations initiés par le gouvernement, du type « débat » - dans lequel il n'y a à débattre que les propositions patronales — et autres dispositifs visant à tenter de fermer toute issue sur le terrain de l'indépendance de classe, de l'affirmation des revendications propres aux intérêts ouvriers et populaires.

Dans ce sens, il est de notre responsabilité par delà les nuances ou divergences que nous pourrions avoir sur tel ou tel aspect de la situation politique, de dire que le fait de publier un appel intersyndical où ne figure aucune des revendications en matière de défense des retraites se situe à l'inverse de ce qui permet la réalisation de la riposte unie des travailleurs et de leurs organisations: l'affirmation claire et nette de toutes les revendications, qui constituent les acquis que nous refusons de perdre.

#### **2. Nous disons : la seule réponse face aux tentatives d'instrumentaliser les organisations ouvrières dans de prétendues « diagnostics partagés » visant à les entraîner dans des « consensus » et autres « débats », c'est :**

— nous n'avons pas à nous inscrire dans le calendrier de M. Sarkozy,  
— l'affirmation des revendications, qui permettent que se construise la riposte unitaire, vers la grève générale jusqu'à satisfaction des revendications.

#### **3. C'est pourquoi nous proposons :**

— d'une part de faire signer massivement une pétition « **Nous en appelons au refus du consensus, nous en appelons à l'unité pour dire : ne touchez pas à nos retraites** », sous l'égide la tribune d'unité de notre assemblée publique de La Garde, poursuivant ainsi la campagne engagée par le POI, en y ajoutant les revendications qui constituent selon nous le socle de la riposte face aux prétentions gouvernementales.

— d'autre part de poursuivre la tenue de telles assemblées d'unité, dans tous le pays, dans toutes les villes – deux autres assemblées sont ainsi proposées à La Seyne et Draguignan dans le Var – permettant que se construise l'unité la plus large sur le mot d'ordre « *Non au consensus, ne touchez pas à nos retraites* »,

jusqu'à la réalisation d'une rencontre nationale de toutes les tribunes d'unité de ces assemblées, qui pourrait prendre la décision d'appeler à une manifestation nationale avant l'été sur ce mot d'ordre.

**La Garde, samedi 27 février 2010**